

DIPL^{OMAG}

N°499/23/06/14/HAAC

Octobre - Décembre / October - December / N°23

POUR UNE AFRIQUE PLUS SOLIDAIRE

MORE MUTUALLY SUPPORTIVE AFRICA



LOMÉ
CAPITAL OF PEACE, MEDIATION,
DIALOGUE, AND TOLERANCE



**LOME PEACE
AND SECURITY
FORUM**



BIENVENUE AU TOGO,
TERRE D'OPPORTUNITES

WELCOME TO TOGO, LAND OF OPPORTUNITIES

EDITORIAL

Par S. E. Prof. Robert DUSSEY, Ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur
By H.E. Prof. Robert Dussey, Minister of foreign affairs, regional integration and Togolese abroad

SANS LANGUE DE BOIS FRANKLY SPEAKING

La crise dans laquelle s'engouffrent les organisations régionales et sous-régionales d'intégration, depuis les récentes successions anticonstitutionnelles en Afrique, ne cesse de s'amplifier et de s'approfondir, alors même que demeurent des défis majeurs. Cette situation procède d'un certain récent frémissement de la qualité des décisions résultant d'un défaut de respect des valeurs de solidarité, de mutualité, entre autres.

Malgré la reconnaissance des dysfonctionnements existants, les décisions intergouvernementales continuent d'aborder les problèmes de la même manière que par le passé : les dispositifs qui consistent à ouvrir systématiquement des procédures de sanctions, même si elles étaient réellement fondées, contre un Etat en crise ou en transition politique, sont aujourd'hui contre-productifs et ne s'attaquent pas au nœud du problème. L'application incohérente des sanctions en cas de violations des normes démocratiques révolte souvent les peuples.

Au moment même où elles promeuvent le rapprochement des peuples, leurs décisions semblent ramer à contre-courant de leurs ambitions, celles de créer des institutions au profit de leur peuple. Aujourd'hui, le risque est grand que les peuples cessent de s'attacher aux institutions sous-régionales africaines, si tant est que les décisions de celles-ci doivent les démunir. Les peuples risquent de mépriser surtout leurs apports. La rupture qui, progressivement, s'opère entre les dirigeants autistes et les peuples préoccupés de leur survie, n'est donc pas sans évoquer la possibilité d'une désagrégation desdites institutions d'intégration, car les craquements sont patents et perceptibles : la création, par la Charte du Liptako-Gourma, si besoin en était, est une preuve. Aussi, faut-il penser au nombre d'Etats candidats qui seraient à la porte de cette alliance, d'autant plus que la Charte est ouverte à « tout autre Etat partageant les



The crisis that has engulfed regional and sub-regional integration organizations since the recent unconstitutional successions in Africa continues to grow and deepen, even as major challenges remain. This situation stems from a certain recent decline in the quality of decisions resulting from a lack of respect for values of solidarity and mutuality, among others.

Despite the recognition of existing dysfunctions, intergovernmental decisions continue to tackle problems in the same way as in the past: the mechanisms that consist of systematically opening sanctions procedures, even if they were really well-founded, against a State in crisis or in political transition, are now counter-productive and do not tackle the core of the problem. The inconsistent application of sanctions in the event of violations of democratic standards often revolts people.

At the very time when they are promoting closer ties between peoples, their decisions seem to be rowing against the tide of their ambitions to create institutions that will benefit their people. Today, there is a great risk that the people will cease to be attached to African sub-regional institutions, if they are to be disempowered by their decisions. There is a risk that the people will despise, above all, their own contributions. The rift that is gradually appearing between autistic leaders and peoples concerned with their own survival raises the possibility of the disintegration of these integration institutions, because cracks are obvious and perceptible: the creation of the Liptako-Gourma ●●●

••• mêmes réalités géographiques, politiques, socio-culturelles qui accepte les objectifs de l'Alliance».

Dans ce contexte, il reste à imaginer de nouvelles formes de régence des institutions sous-régionales plus inclusives qui permettent réellement aux individus, aux peuples de vivre de façon sereine leur appartenance à la Communauté, à l'Afrique. Il ne faut pas perdre de vue que le fondement de la démocratie est centré sur les citoyens et il leur appartient de continuer par exiger que leur voix soient toujours entendues.

Même si l'ère de l'internet semble nous isoler les uns des autres, il faut cependant accepter d'échanger, de visu, avec l'autre qui, parfois, a des idées contraires. Ce qui participe du renforcement de la cohésion du groupe. A chaque fois que des personnes se rencontrent pour échanger, pour dialoguer sans langue de bois ni fioritures, elles changent. Cela impacte également sur leur société. Ce qui est essentiel, c'est qu'il faut apprendre à écouter l'autre.

Lomé Peace and Security Forum présente un cadre de discussions et un important alternatif sur la trajectoire de la promotion du dialogue et de l'écoute des peuples dans leurs quêtes d'une vie meilleure, une tribune pour les hommes, les femmes et les sans-voix qui sont souvent à la recherche des solutions africaines aux défis de l'heure auxquels fait face prioritairement l'Afrique.

Comme c'est de son essence et une constante préoccupation du Chef de l'Etat togolais qui a pris l'initiative de la création du Forum, la diplomatie togolaise offre désormais l'opportunité à tous de se décentrer pour chausser une paire de lunettes autre que l'usuelle dans l'analyse de la situation socio-politique de l'Afrique afin de préserver les acquis importants des organisations sous-régionales.

Il est constant qu'il n'y a pas de contradiction à être partisan de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), par exemple ou de l'Union africaine (UA) et être critique des mêmes organisations. Au contraire, pour avoir le courage de finir ce qu'elles ont commencé, il faut être honnête pour reconnaître que le chemin qui reste à parcourir est assez long et nécessite d'envisager un autre paradigme, celui d'une franche réflexion sur une réforme profonde des institutions sous-régionales et régionales ainsi que de leurs mécanismes liés surtout à la paix et à la sécurité.

Lomé Peace and Security Forum pourrait désormais être l'enceinte appropriée pour mener des réflexions sur des questions d'intérêt commun.

Charter, if proof were needed, is a case in point. We also need to think about the number of candidate States that would be at the door of this alliance, especially as the Charter is opened to «any other State sharing the same geographical, political, socio-cultural realities that accepts the objectives of the Alliance».

In this context, it remains to imagine new, more inclusive forms of governance for the sub-regional institutions that will really enable individuals and peoples to live out their membership of the Community, of Africa, in a serene manner. We must not lose sight of the fact that the foundation of democracy is centred on its citizens, and it is up to them to continue to demand that their voices are always heard.

Even if the age of the Internet seems to isolate us from one another, we must nevertheless be willing to exchange views, face to face, with others who sometimes have opposing ideas. This helps strengthen the cohesion of the group. Every time people get together to exchange ideas, to talk to each other in a no-nonsense, no-frills way, they change. This also has an impact on their society. The most important thing is to learn to listen to others.

Lomé Peace and Security Forum provides a framework for discussion and an important alternative on the path to promoting dialogue and listening to people in their quest for a better life, a forum for men, women and the voiceless who are often looking for African solutions to the challenges facing Africa today.

As is its essence and a constant preoccupation of the Togolese Head of State, who took the initiative of creating the Forum, Togolese diplomacy is now offering everyone the opportunity to take a step back and put on a different pair of glasses from the usual one when analysing the socio-political situation in Africa, in order to preserve the important achievements of the sub-regional organizations.

There is no contradiction between being a supporter of the Economic Community of West African States (ECOWAS), for example, or the African Union (AU), and being a critic of the same organisations. On the contrary, if we are to have the courage to finish what they have started, we must be honest enough to recognize that there is still a long way to go, and that we need to envisage a different paradigm, one of frank reflection on the in-depth reform of sub-regional and regional institutions and their mechanisms, especially in relation to peace and security.

The Lomé Peace and Security Forum could henceforth be the appropriate forum for reflection on issues of common interest.



Diplomag Numéro 23
Diplomag Number 23
Octobre/Décembre 2023
October/December 2023

Directeur de la publication / *Publicator*
Director : M. Afo SALIFOU – Rédacteur en
chef / *Editor in chief* : Dr. Wake YAGNINIM
– Relecture : M. Gnouyarou ANATE / –
Rédacteurs / *Editors*: Directeurs centraux
et chefs missions diplomatiques - Point
focal DIPLOMAG : M. Sodou ADOM -
Conception graphique / *Design production*
: Rosaline A. ADELAN - Nous écrire /
Write us: Ministère des Affaires étrangères,
de l'intégration régionale et des Togolais
de l'extérieur, BP : 900 Lomé, Tél. : +228
22 21 36 01, maeirtgce@yahoo.fr Photo
couverture/ *Cover pictures* : Emmanuel
PITA / DIPLOMAG n° 499/23/06/14/HAA

SOMMAIRE

EDITORIAL

SANS LANGUE DE BOIS
FRANKLY SPEAKING

P3

FOCUS

LA RENTREE DIPLOMATIQUE 2023-2024
THE DIPLOMATIC NEW YEAR 2023-2024

P6

DOSSIERS

LE FORUM DE LOMÉ SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ : COMMENT
RENFORCER LES TRANSITIONS VERS UNE GOUVERNANCE
DÉMOCRATIQUE EN AFRIQUE ? CE QU'IL FAUT RETENIR

P12

THE LOMÉ FORUM ON PEACE AND SECURITY (LPSF): HOW CAN
TRANSITIONS TO DEMOCRATIC GOVERNANCE IN AFRICA BE
STRENGTHENED? HIGHLIGHT ON THE KEY POINTS

DÉCLARATION DE LA PREMIÈRE ÉDITION DE LOMÉ PEACE AND
SECURITY FORUM LOMÉ, 21 & 22 OCTOBRE 2023
RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

P18

DECLARATION OF THE FIRST EDITION OF LOMÉ PEACE AND SECURITY
FORUM HELD IN LOMÉ ON, 21ST& 22ND OF OCTOBER 2023
REPUBLIC OF TOGO

CARTE SUR TABLE, LE DISCOURS DE S.E. PROF. ROBERT DUSSEY,
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE L'INTÉGRATION
RÉGIONALE ET DES TOGOLAIS DE L'EXTÉRIEUR (MAEIRTE), À
L'OCCASION DE LA 78^E SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES
NATIONS UNIES, À NEW YORK LE 21 SEPTEMBRE 2023

P25

ABOVEBOARD, SPEECH OF H.E. PROF. ROBERT DUSSEY, MINISTER OF
FOREIGN AFFAIRS, REGIONAL INTEGRATION AND TOGOLESE ABROAD
(MFARITA), ON THE 78TH SESSION OF THE UNITED NATIONS GENERAL
ASSEMBLY, IN NEW YORK ON SEPTEMBER 21, 2023

ACTUALITÉS

LEVÉE DE RIDEAU SUR LA SIXIÈME ÉDITION DE LA SEMAINE
AFRICAINNE DE LA MICROFINANCE

P30

CURTAIN-RAISER ON THE SIXTH EDITION OF AFRICAN
MICROFINANCE WEEK

FOCUS

LA RENTREE DIPLOMATIQUE 2023-2024

THE DIPLOMATIC NEW YEAR 2023-2024

Par M. GBENOUGA Sénamé Mèvodé, Chef de la Division de la coopération militaire, des demandes de survol et d'escale maritime
By Mr. GBENOUGA Sénamé Mèvodé, Head of the military cooperation, overflight and maritime stopover requests division at the ministry of foreign affairs, regional integration and Togolese abroad (MFARITA)

Le Ministère des Affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, s'est prêté le 11 septembre 2023, sous la présidence du Chef de la diplomatie togolaise, S.E. Prof. Robert DUSSEY, à l'exercice traditionnel marquant le début d'une année diplomatique, la rentrée diplomatique.

Pour cette édition, l'actualité africaine, marquée par des incertitudes dues à la situation sécuritaire et socio-économique, à l'instabilité institutionnelle, à la fragilité de certains Etats et aux bouleversements des règles établies dans la dévolution du pouvoir dans nombre de pays, a incité les autorités togolaises à stimuler la réflexion autour du thème intitulé : « les transitions démocratiques en Afrique : entre rêves et réalités » qui a réuni les acteurs du monde diplomatique, des personnalités politiques, des universitaires, des intellectuels, des scientifiques et la société civile.

Face aux mutations de l'heure et à la multiplicité des changements anticonstitutionnels de gouvernement, il était temps de réfléchir à l'encadrement juridique, voire moral, ainsi qu'à l'accompagnement des transitions qui ont jalonné l'histoire africaine d'après-guerre froide et dont la survivance n'est plus à démontrer.

La convocation de cette conférence inaugurale sur les transitions démocratiques en Afrique revêt un double intérêt en lien avec la situation politique et sécuritaire dans la sous-région et la politique étrangère du Togo.

D'abord, la rentrée diplomatique de 2023 se tient au moment où l'actualité africaine rime avec un mouvement inédit de mise en place des transitions dans plusieurs pays du continent, du fait des changements répétitifs de gouvernements, en violation manifeste

On September 11, 2023, the Ministry of foreign affairs, regional integration and Togolese abroad, under the chairmanship of the Head of Togolese diplomacy, H.E. Prof. Robert DUSSEY, took part in the traditional exercise marking the beginning of a diplomatic year, the «rentrée diplomatique».

For this year's edition, the current situation in Africa, characterized by uncertainties due to the security and socio-economic situation, institutional instability, the fragility of some States and the upheaval of the established rules governing the devolution of power in a certain number of countries, prompted the Togolese authorities to stimulate reflection around the theme «Democratic transitions in Africa: between dreams and realities» which brought together actors from the diplomatic world, political figures, academics, intellectuals, scientists and civil society.

Faced with the current changes and the multiplicity of unconstitutional changes of government, it was time to reflect on the legal, even moral, framework and accompaniment of the transitions that have marked African post-Cold War history, and whose survival no longer needs to be demonstrated.

The convening of this inaugural conference on democratic transitions in Africa is of twofold interest, in relation to the political and security situation in the sub-region and Togo's foreign policy. Firstly, the 2023 diplomatic year comes at a time when news in Africa is characterized by an unprecedented movement to set up transitions in several countries on the continent, due to repeated changes of government, in clear violation of the normative frameworks, both internal and international, provided for this purpose. From Mali to Gabon, via Burkina Faso, Guinea and Niger, the unconstitutional changes of regime and the resulting



L'assistance à la rentrée diplomatique 2023 - 2024 / Assistance at the diplomatic new year 2023 - 2024

des cadres normatifs, aussi bien internes qu'internationaux, prévus à cet effet. Du Mali au Gabon, en passant par le Burkina Faso, la Guinée et le Niger, les changements anticonstitutionnels de régimes et l'organisation institutionnelle qui en résulte, prouvent à suffisance que notre continent s'accommodera encore longtemps du phénomène des transitions.

Il va alors sans dire que l'Afrique est sous les feux des projecteurs et l'actualité elle-même marquée par des événements à foison qui justifient la mise en place et la conduite des transitions en Afrique, impose la réflexion.

Par ailleurs, ce thème permet de stimuler la réflexion tendant à proposer des solutions favorables à un meilleur encadrement des transitions au bénéfice des populations, à travers des points de vue visant à définir des bases aussi bien juridiques que morales relatives à la conduite et à l'accompagnement des transitions saines, répondant ainsi aux fondamentaux de l'équité, tout en

institutional organization are proof enough that our continent will put up with the phenomenon of transitions for a long time to come.

It, then, goes without saying, that Africa is in the spotlight, and current events themselves, marked by events aplenty that justify the implementation and management of transitions in Africa, call for reflection.

In addition, this theme provides an opportunity to stimulate reflection and propose solutions conducive to better management of transitions for the benefit of populations, through points of view aimed at defining both legal and moral bases relating to the conduct and support of healthy transitions, thus responding to the fundamentals of equity, while refusing to remain in a legal anchorage, detrimental, at times, to the interests of populations.

For Professor Robert DUSSEY, «This theme challenges us to

FOCUS

refusant de rester dans un ancrage juridique, préjudiciable, par moment, aux intérêts des populations.

Pour le Professeur Robert DUSSEY, « Ce thème nous interpelle sur les questions de devenir des transitions politiques en Afrique. Et le choix de ce thème qui est motivé par des menaces sécuritaires dans la région ouest-africaine et dans le Sahel, s'inscrit aussi dans la droite ligne de la tradition de notre pays à intervenir dans les pays amis en proie aux conflits et à la déstabilisation d'origines diverses ».

Introduisant ainsi la conférence diplomatique, il a estimé que la situation en Afrique devrait interpeller la conscience collective africaine sur la pertinence de l'encadrement et de la gestion des transitions démocratiques par les pays africains ainsi que les regroupements sous-régionaux qui, bien souvent, s'enferment dans un juridisme systématique sans évaluer les réalités du terrain qui généralement nécessitent que la poire soit divisée en deux entre la règle de droit et l'équité. Elle renvoie également à la nécessité d'avoir un regard attentif sur les transitions et d'aller au-delà des normes qui les encadrent pour rechercher des solutions consensuelles pour le bien-être des Etats et des peuples qui traversent des périodes difficiles.

C'est fort de ce constat, que le chef de la diplomatie togolaise, a tenu à rappeler les principaux événements inscrits à l'agenda diplomatique du Togo au cours de l'exercice 2023-2024, notamment la tenue, du 20 au 22 octobre 2023, de la première édition de « Lomé Peace and Security Forum » et l'organisation du 9^{ème} Congrès Panafricain au second semestre de l'année 2024 dont le lancement a été fait le 22 mai 2023.

Pour le conférencier à cette rentrée diplomatique, Maître Joseph Kokou KOFFIGO, ancien Premier ministre du Togo, un des acteurs des premières transitions démocratiques en Afrique, le thème à développer devrait être analysé au regard de l'histoire africaine, de l'évolution et des métamorphoses des transitions. Il indique que la caractéristique des transitions est qu'elles sont à la fois des occasions d'espoirs, d'incertitudes et parfois de désespoirs puisqu'en réalité, elles ne sont pas toujours des occasions faciles où les espoirs deviennent des réalités.

Faisant un parallèle entre les anciennes et les nouvelles transitions, il indique que les premières visaient à établir un ordre constitutionnel pluraliste tandis que les nouvelles ont ou doivent avoir pour objectif de restaurer un ordre constitutionnel acceptable pour tous. Ainsi, les transitions démocratiques des années quatre-vingt-dix en Afrique ont pour mérite de faire de la démocratie pluraliste le régime politique accepté par tous. Outre la libéralisation du paysage politique, elles ont permis des

consider the future of political transitions in Africa. And the choice of this theme, which is motivated by security threats in the West African region and the Sahel, is also in line with our country's tradition of intervening in friendly countries struggling with conflicts and destabilization of various origins».

Introducing the diplomatic conference, he said that the situation in Africa should challenge the African collective conscience on the relevance of the supervision and management of democratic transitions by African countries and sub-regional groupings, which often lock themselves into systematic legalism without assessing the realities on the ground, which generally require the pear to be divided in two between the rule of law and equity. It also points to the need to take a careful look at transitions, and go beyond the norms that govern them to seek consensual solutions for the well-being of States and people going through difficult times.

With this in mind, the head of Togolese diplomacy outlined the main events on Togo's diplomatic agenda for 2023-2024, including the first edition of the Lomé Peace and Security Forum, to be held from October 20 to 22, 2023, and the 9th Pan-African Congress, to be held in the second half of 2024 which was launched on May 22, 2023.

For the speaker at this diplomatic event, Mr. Joseph Kokou KOFFIGO, former Prime Minister of Togo and one of the protagonists of the first democratic transitions in Africa, the theme to be developed should be analyzed in the light of African history and the evolution and metamorphosis of transitions. He points out that the characteristic of transitions is that they are at the same time occasions of hope, uncertainty and sometimes despair, since in reality they are not always easy occasions when hopes become realities.

Drawing a parallel between old and new transitions, he points out that the former were aimed at establishing a pluralist constitutional order, while the new have or must aim to restore a constitutional order acceptable to all. Thus, the democratic transitions of the 1990s in Africa had the merit of making pluralist democracy the political regime accepted by all. In addition to liberalizing the political landscape, they also led to advances in human rights. But these transitions failed for a number of reasons, including the persistence of economic and social problems, the survival of ethnic divisions within political parties, Africa's extreme dependence on the outside world and a poor understanding of the democratic process.

Turning to the new transitions, he points out that the failures



Me Joseph Kokou Koffigoh, Ancien Premier Ministre de la Transition, Togo (1991-1994 / *Former Prime Minister of the Transition (1991-1994)*)

avancées en matière des droits de l'homme. Mais ces transitions ont échoué pour plusieurs raisons notamment la persistance des problèmes économiques et sociaux, la survivance des clivages ethniques au sein des partis politiques, l'extrême dépendance de l'Afrique vis-à-vis du monde extérieur et la mauvaise compréhension du processus démocratique.

Abordant les nouvelles transitions, il indique que les échecs des premières ne sauraient justifier les marches-arrière que constituent les coups d'état, même si on assiste à un phénomène d'adhésion populaire des jeunes face à la nouvelle donne, surtout là où les institutions de la République fonctionnent à peu près convenablement.

En somme, l'on peut constater suite aux débats qui s'en sont suivis, une convergence de vue. Effet, la conférence a unanimement condamné la persistance des coups d'Etat en Afrique, situations qui engendrent la mise en place et la conduite des transitions, ainsi que des ingérences extérieures qui en résultent. Ils ont, en outre, déploré la passivité voire la complaisance de la communauté internationale vis-à-vis de certains auteurs de

of the former cannot justify the backward steps represented by coups d'état, even if we are witnessing a phenomenon of popular support, among young people, for the new situation, especially where the institutions of the Republic are functioning more or less adequately.

All in all, the ensuing debates revealed a convergence of views. Indeed, the conference unanimously condemned the persistence of coups d'état in Africa, situations which give rise to the setting up and running of transitions, as well as the resulting external interference. They also deplored the international community's passivity and even complacency towards certain perpetrators of coups d'état, which is similar to a blessing or endorsement, while at the same time the perpetrators of similar acts are severely punished. They also suggest that political transitions should be brief, inclusive, peaceful and focused on restoring constitutional order through free and fair elections, political transitions should be conducted and supported with greater realism, pragmatism and contextualized approaches suited to the practical situation of each political transition process.

FOCUS

coups d'Etat, qui s'apparente à une bénédiction ou caution, alors qu'au même moment, les auteurs d'actes similaires sont sévèrement sanctionnés. Aussi, suggèrent-ils que les transitions politiques soient brèves, inclusives, pacifiques et orientées vers la restauration de l'ordre constitutionnel à travers des élections libres et transparentes, la conduite et l'accompagnement des transitions politiques avec plus de réalisme, de pragmatisme et d'approches contextualisées et adaptées à la situation pratique de chaque processus de transition politique.

S'agissant du rôle des organisations internationales, elles doivent sortir des sentiers battus et des positions purement normatives afin de se mettre en capacité de mieux accompagner les transitions politiques en cours sur le continent, notamment en Afrique de l'Ouest.

La rentrée diplomatique a donné l'occasion de réaffirmer les engagements et le mot d'ordre de paix du Togo dans la sous-région. Dans ce contexte, le Togo promet d'œuvrer inlassablement pour

As far as the role of international organizations is concerned, they need to get off the beaten track and move away from purely normative positions, so as to be in a better position to support the political transitions underway on the continent, particularly in West Africa.

The new diplomatic year provided an opportunity to reaffirm Togo's commitment to peace in the sub-region. In this context, Togo promises to work tirelessly for more consensual and peaceful transitions, which require the support of sub-regional groupings to take into account the realities on the ground, the socio-economic context of countries and the interests of populations. In this respect, and as Prof. Robert DUSSEY emphasized: "Togo cannot abandon its brotherly countries in crisis, war and political transition, which constitute moments of major uncertainty, mediation and facilitation efforts at regional and continental level will be reinforced throughout the year". Togo intends to maintain its leadership and make its contribution with great commitment to



Photo de famille / Family photo




 RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
 TRAVAIL - LIBERTÉ - PATRIE
 MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
 DE L'INTEGRATION RÉGIONALE
 ET DES TOGOLAIS À L'ÉTRANGER


**RENTRÉE
DIPLOMATIQUE**

Modérateur
Prof. Kangni ALEMDJRODO
Universitaire

Conférencier
Me Joseph Kokou KOFFIGOH
Ancien Premier ministre de la transition, Togo (1991-1994)

CONFÉRENCE INAUGURALE
THÈME
**LES TRANSITIONS
DÉMOCRATIQUES EN
AFRIQUE ENTRE RÊVES
ET RÉALITÉS**

des transitions plus consensuelles et paisibles qui nécessitent que l'accompagnement des regroupements sous-régionaux tiennent compte des réalités du terrain, du contexte socio-économique des pays et des intérêts des populations. A cet égard, et comme l'a souligné Prof. Robert DUSSEY : « le Togo ne peut abandonner les pays frères qui sont en crise, en guerre et en transition politique qui constituent des moments d'incertitudes majeures et les efforts de médiation et de facilitation à l'échelle de la région et du continent seront renforcés tout au long de l'année ». Le Togo se propose de maintenir son leadership et d'apporter sa contribution avec beaucoup d'engagement pour un continent paisible et sécurisé, à travers la médiation qu'il offre.

La diplomatie togolaise continuera à jouer un rôle majeur au sein des regroupements régionaux dont le Togo est membre. Le ministre Robert DUSSEY a réitéré l'engagement du Président de la République à travailler de concert avec ses pairs et les partenaires multilatéraux pour la sécurité sous-régionale. S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE est déterminé à poursuivre ses actions de facilitation et la diplomatie togolaise continuera d'encourager et de soutenir les efforts de dialogue, de conciliation et de pacification sur le continent.

L'implication du Togo est donc un engagement au service de la paix dans un esprit de solidarité au regard du destin commun des pays africains, auquel le Togo ne saurait se soustraire. ✈

a peaceful and secure continent, through the mediation it offers.

Togolese diplomacy will continue to play a major role within the regional groupings of which Togo is a member. Minister Robert DUSSEY reiterated the commitment of the President of the Republic to work together with his peers and multilateral partners for sub-regional security. H.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE is determined to pursue his facilitation actions, and Togolese diplomacy will continue to encourage and support efforts for dialogue, conciliation and pacification on the continent.

Togo's involvement is therefore a commitment to the service of peace in a spirit of solidarity with regard to the common destiny of African countries, which Togo cannot avoid. ✈

DOSSIER



Les conférenciers et modérateur à l'un des 5 panels du LPSF / *Speakers and moderator at one of the 5 panels of LPSF*

LE FORUM DE LOMÉ SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ : COMMENT RENFORCER LES TRANSITIONS VERS UNE GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE EN AFRIQUE ? CE QU'IL FAUT RETENIR

THE LOMÉ FORUM ON PEACE AND SECURITY (LPSF): HOW CAN TRANSITIONS TO DEMOCRATIC GOVERNANCE IN AFRICA BE STRENGTHENED? HIGHLIGHT ON THE KEY POINTS

Par Dr. YAGNINIM Waké, Fonctionnaire au ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'étranger (MAEIRTE)
By Dr. YAGNINIM Waké, Official at the ministry of foreign affairs, regional integration and the Togolese abroad (MFARITA)

La convergence d'événements nationaux et internationaux dans les années 90 a laissé entrevoir une lueur d'espoir d'un reniement, par les Etats africains, de l'accession anticonstitutionnelle au pouvoir. La récente et remarquable confluence de la majorité des systèmes de gouvernance des pays africains en faveur de la démocratie libérale, avait en effet fini par convaincre que le continent africain était irréversiblement entré dans la sphère démocratique.

Mais les derniers événements politiques et l'épreuve de la réalité ont battu en brèche cette réalité. Ils sont venus rappeler aux plus optimistes que les acquis démocratiques sont encore susceptibles d'évolutions régressives. La récurrence des coups d'État (sept récents entre avril 2021 et août 2023), semble donc indiquer une inefficacité des approches de gestion de la démocratie qui postule normalement l'abandon de tout recours à la force au profit du dialogue dans les compétitions politiques, le renouvellement des élites dirigeantes et la résolution des problèmes sociaux.

Le lien étroit entre la transition politique d'un pays et la question fondamentale des moyens à utiliser pour atteindre l'objectif démocratique soulève aujourd'hui une problématique préoccupante, qui invite à trouver les facteurs déterminants pour la sortie des situations conjoncturelles vers une gouvernance démocratique. Parce qu'il influe à la fois sur la vie et le bien-être des populations, sur la perception de la légitimité des gouvernants ainsi que sur l'efficacité des systèmes démocratiques à produire des résultats durables en termes de développement, de paix et de sécurité, le renforcement des transitions politiques vers une gouvernance démocratique demeure une préoccupation cruciale. Dans ce sens, l'alternance entre accession anticonstitutionnelle au pouvoir et démocratisation des Etats africains commande de réfléchir aussi bien sur les éléments de rupture que sur la continuité des dynamiques politiques de longue ou moyenne durée. A ce titre, l'organisation, du 20 au 23 octobre 2023, de la première édition du forum de Lomé sur la paix et la sécurité sur le thème : « Comment renforcer les transitions vers une gouvernance démocratique en Afrique ? », vient répondre à cette impérieuse nécessité.

Le Forum de Lomé, ville intemporelle de la paix, a été un moment de réflexion, mieux encore, un temps de propositions et de suggestions dont la prise en compte peut déterminer non seulement la sortie des crises liées aux transitions politiques mais aussi la consolidation de la démocratie en Afrique.

LE FORUM DE LOMÉ, UN MOMENT DE RÉFLEXION

The convergence of national and international events in the 1990s offered a glimmer of hope that African states would renounce unconstitutional accession to power. The recent and remarkable confluence of the majority of African countries' systems of governance in favour of liberal democracy had in fact ended up convincing people that the African continent had irreversibly entered the democratic sphere.

But recent political events and the challenge of the reality have shattered this reality. Those events reminded even the most optimistic that democratic assets are liable to regression. The recurrence of coups d'état (seven recent ones between April 2021 and August 2023), therefore, seems to indicate the ineffectiveness of approaches to managing democracy that normally postulate the abandonment of any recourse to force in favour of dialogue in political competitions, the renewal of ruling elites and the resolution of social problems.

The tight link between a country's political transition and the fundamental question of the means to be used to achieve the democratic objective raises today a worrying question, which invites us to find the determining factors for moving away from cyclical situations towards democratic governance. Because it has an impact on the lives and well-being of populations, on the perception of the legitimacy of those in power and on the effectiveness of democratic systems in producing sustainable results in terms of development, peace and security, strengthening political transitions towards democratic governance remains a crucial concern.

In this regard, the shifting between unconstitutional accession to power and the democratization of African states calls for reflection on both the elements of rupture and the continuity of long- or medium-term political dynamics. In this respect, the holding of the first edition of the Lomé Forum on Peace and Security from 20 to 23 October 2023 on the theme: «How to strengthen transitions towards democratic governance in Africa», is a response to this urgent need.

The Forum of Lomé, the timeless city of peace, was a time for reflection, and more importantly, a time for proposals and suggestions, the consideration of which could determine not only the way out of crises linked to political transitions, but also the consolidation of democracy in Africa.

THE LOMÉ FORUM, A TIME FOR REFLECTION

At the outset, it is appropriate to point out that it would be pretentious and difficult to report, here and in a few lines, all the analyses made during the Forum, considering the quality of the

DOSSIER

D'entrée, il est opportun de faire observer qu'il serait prétentieux et difficile de rapporter, ici et en quelques lignes, toutes les analyses faites lors du Forum, compte tenu de la qualité des intervenants et de la pertinence de leurs idées. Quite à subir donc des reproches d'avoir ignoré quelques-unes, un condensé de ces réflexions serait fort utile à appréhender.

En effet, les défis auxquels l'Afrique est confrontée sont nombreux et complexes. La dynamique politique et sécuritaire qui y règne exige que les dirigeants soient plus responsables et fassent preuve de courage, de compassion et de détermination pour façonner l'avenir du continent. C'est ainsi que Lomé a fait le choix de mener la réflexion autour de cinq panels, à savoir : facteurs de fragilité des institutions étatiques en Afrique ; défis politiques et sécuritaires entravant la transition politique vers une gouvernance démocratique ; bâtir des institutions fortes et l'état de droit ; organisations internationales et sous régionales : quel rôle pour accompagner les transitions ?; et solutions africaines : mobiliser l'innovation et l'agilité continentales.

Considérées à juste titre comme l'ensemble des aspects qui rendent vulnérable le continent africain, les fragilités des institutions étatiques en Afrique sont à la fois endogènes et exogènes et tirent souvent leur origine de l'héritage historique, des déficits structurels, du recul démocratique résultant des crises de gouvernance, de la question de troisième mandat et des manipulations constitutionnelles, auxquels s'ajoutent le terrorisme et la criminalité. Les défis politiques et sécuritaires sont donc innombrables et participent aux entraves des transitions politiques vers une gouvernance démocratique.

La démocratie, malgré ses insuffisances, demeure le système politique le moins perfectible. Toutefois, elle ne doit pas se traduire uniquement par la régularité des élections mais aussi, par la satisfaction des besoins des populations à établir des institutions fortes et l'état de droit. Dans ce sens, les processus de construction des institutions fortes devraient être en lien étroit avec le contexte sociopolitique et reposer sur la règle de droit, étant entendu que dans les régions marquées par le respect de la règle de droit, les institutions sont restées fortes, permettant ainsi à l'Etat de remplir pleinement et avec beaucoup de réussite ses fonctions régaliennes. Elle postule également de reformer les textes avec l'implication de toutes les composantes de la société, y compris les femmes, la jeunesse, le secteur privé, ainsi que les couches marginalisées.

Par ailleurs, la gestion politique de la transition reste un enjeu de pouvoir et d'influence pour les acteurs étrangers impliqués dans la transition ainsi que l'objet de rivalités entre les organisations internationales dont les intérêts et les logiques géostratégiques

speakers and the relevance of their ideas. Even if we were to be blamed for ignoring some of them, a summary of these thoughts would be very useful to understand.

Indeed, the challenges which Africa is facing are many and complex. The prevailing political and security dynamics require leaders to be more responsible, courageous, and have compassion and determination in shaping the continent's future. In this view, Lomé has chosen to focus on five panels: factors contributing to the fragility of state institutions in Africa; political and security challenges hampering the political transition to democratic governance; building strong institutions and the rule of law; international and sub-regional organizations: what role can they play in supporting transitions; and African solutions: mobilizing continental innovation and agility.

The fragility of state institutions in Africa is rightly seen as the set of aspects that make the continent vulnerable. It is both internal and external, and often stems from historical legacies, structural deficits, democratic backsliding resulting from crises of governance, the issue of third mandates and constitutional manipulations, not to mention terrorism and crime. There are therefore countless political and security challenges, all of which hamper political transitions towards democratic governance.

Democracy, despite its shortcomings, remains the least perfectible political system. However, it should not only be reflected in the regularity of elections, but also in the satisfaction of the population's need to establish strong institutions and the rule of law. In this regard, the processes of building strong institutions should be closely linked to the socio-political context and based on the rule of law, knowing that in regions where the rule of law is respected, institutions have remained strong by enabling the State to fully and very successfully fulfil its regalian functions. It also calls for the reform of legislation with the involvement of all sections of society, including women, young people, the private sector and marginalized groups.

Furthermore, the political management of the transition remains an issue of power and influence for the foreign stakeholders involved in the process of transition, as well as the object of rivalries between international organizations whose interests and geostrategic logics are much more often opposed. Confronted with institutional rivalries, the instrumentalization of sub-regional, regional and international organizations and the crisis of multilateralism, it is imperative that African states work together to bring the continent's voice to the international stage and play a constructive role in reforming the rules and operating framework of the international system. It is clear that the international community has changed the way it responds to crises by applying its rules differently, and Africa has a duty to shoulder its responsibilities.



Les conférenciers et modérateur à l'un des 5 panels du LPSF / *Speakers and moderator at one of the 5 panels of LPSF*

sont beaucoup plus souvent opposés. Face aux rivalités institutionnelles, à l'instrumentalisation des organisations sous-régionales, régionales et internationales et à la crise du multilatéralisme, il est impérieux que les Etats africains travaillent à porter, dans un élan d'unité, la voix du continent sur la scène internationale et jouer un rôle constructif en matière de réforme des règles et du cadre de fonctionnement du système international. Il est manifeste que la communauté internationale a changé de logiciel en matière de réponse aux crises par la mise en œuvre différenciée de ses règles et l'Afrique se doit d'assumer ses responsabilités.

En outre, le continent reste marqué par le poids des cicatrices de la colonisation, des contraintes exogènes ainsi que de la longue trajectoire vers la démocratie et des élections précipitées. Il est constant qu'il y a une corrélation entre le système politique et le système économique. Et, le constat, en ce qui concerne les pays africains, révèle trois temps dans son processus de développement, à savoir le temps du volontarisme (caractérisé par le tout-Etat) qui a abouti à un surendettement massif des Etats ; le temps de la gestion (marqué par le tout-marché) qui a été bloqué dans son élan par les programmes d'ajustement structurel ; et le temps du pragmatisme (actuel) où l'Afrique est invitée à penser par elle-même ses systèmes politique et économique. Et, sans visions, le risque est grand que ces pays ne procèdent qu'à une superposition de trois discours, par ailleurs incompatibles, en l'occurrence le macroéconomique dans lequel le FMI et l'OMC incitent au libéralisme, le méso économique qui préconise le protectionnisme et le microéconomique qui est dominé par la question des droits humains. L'Afrique devrait désormais pouvoir miser sur l'endogénéisation des ressources et des facteurs de production et identifier les mécanismes et moyens pour investir dans la résilience afin de sortir des logiques étatiques et institutionnelles pour aller vers des acteurs moins formels comme les ONG, les églises, les associations, le secteur privé. Il est aussi impératif qu'elle puisse mobiliser ses ressources et ses réserves pour la paix, la sécurité, la prospérité et une croissance durable.

Toutes ces réflexions qui constituent des apports importants ont permis d'adopter la Déclaration de Lomé, laquelle consolide les

Moreover, the continent is still marked by the scars of colonization, exogenous constraints and the long road to democracy and snap elections. There is a clear correlation between the political system and the economic system. And, as far as African countries are concerned, there are three stages in the development process: the stage of voluntarism (characterized by an all-State approach), which led to massive over-indebtedness; the stage of management (marked by an all-market approach), whose momentum was blocked by structural adjustment programs; and the (current) stage of pragmatism, in which Africa is invited to think for itself about its political and economic systems. And without a vision, there is a high risk that these countries will simply superimpose three, otherwise incompatible, discourses: the macroeconomic, in which the IMF and the WTO encourage liberalism; the meso-economic, which advocates protectionism; and the microeconomic, which is dominated by the issue of human rights. From now on, Africa should be able to focus on the domestication of resources and factors of production and identify the mechanisms and means to invest in resilience in order to move away from state and institutional logics towards less formal players such as NGOs, churches, associations and the private sector. It is also imperative that it be able to mobilize its resources and reserves for peace, security, prosperity and sustainable growth.

The Lomé Declaration, which consolidates the proposals and recommendations of the participants, was adopted on the basis of all these important contributions.

THE LOMÉ FORUM TOWARDS THE FUTURE

When the Togolese Head of State initiated the Lomé Peace and Security Forum (LPSF), he did so in a way that responded to the contextual demands and challenges, i.e. the need for the African continent to work harder to consolidate peace and build collective security. Moreover, it also reflected a kind of futurology.

The Declaration adopted at the end of the Lomé Forum, a copy of which is herewith attached, has the merit of meeting this dual objective.

DOSSIER

propositions et les recommandations des participants.

LE FORUM DE LOMÉ DANS LA FUTUROLOGIE

Le Chef de l'Etat togolais, en le créant, inscrivait Lomé Peace and Security Forum (LPSF) dans une démarche qui répond aux exigences et défis contextuels, c'est-à-dire au besoin pour le continent africain d'œuvrer davantage pour la consolidation de la paix et l'édification de la sécurité collective. Qui plus est, il le portait également dans une sorte de futurologie.

La Déclaration adoptée à l'issue du Forum de Lomé et dont copie est en annexe, a le mérite de répondre à ce double objectif.

En effet, LPSF a formulé un ensemble de recommandations qui visent à consolider les transitions vers la gouvernance démocratique et à renforcer la résilience des Etats et de l'état de droit, dans un contexte marqué par l'extrémisme violent et le terrorisme. Celles-ci ont porté, entre autres, sur l'accompagnement des transitions politiques aux niveaux sous-régional, régional et international, ainsi que sur la promotion de la paix, du dialogue, de la médiation, de la facilitation et de la valorisation des solutions africaines aux problèmes africains. Tout en réaffirmant fermement que la démocratie demeure le moyen par excellence pour garantir la paix, le progrès humain et le développement durable en Afrique, le forum a reconnu la nécessité de concéder des transitions politiques adaptées aux défis spécifiques et aux réalités profondes des sociétés africaines, en ajustant les instruments de gouvernance au niveau des organisations sous-régionales, régionales et internationales.

Le Forum recommande fermement d'accompagner et de maintenir un dialogue constructif avec les régimes de transition. Pour paraphraser le Professeur Robert DUSSEY, Ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, la sagesse africaine commande de faire preuve de solidarité envers les peuples et les pays en détresse et la diplomatie donne cette clé qui ne peut être ignorée tandis que les organisations régionales offrent le cadre institutionnel.

Pour l'essentiel, Lomé Peace and Security Forum n'est pas une initiative de plus. Et comme l'ont vivement recommandé les participants, LPSF vient d'être consacré comme un cadre permanent de discussions et de réflexions franches sur les défis auxquels le continent est appelé à trouver des solutions. Ayant, à l'occasion, offert un nouveau prisme de compréhension et de lecture des transitions politiques en tenant compte des contextes

The LPSF has drawn up a set of recommendations aimed at consolidating transitions towards democratic governance and strengthening the resilience of states and the rule of law, in a context marked by violent extremism and terrorism. These include support for political transitions at sub-regional, regional and international levels, as well as the promotion of peace, dialogue, mediation, facilitation and the enhancement of African solutions to African problems. While firmly reaffirming that democracy remains the best means of guaranteeing peace, human progress and sustainable development in Africa, the forum recognized the need to concede political transitions adapted to the specific challenges and in-depth realities of African societies, by adjusting the instruments of governance at the level of sub-regional, regional and international organizations.

Essentially, the Lomé Peace and Security Forum is not just another initiative. As strongly recommended by the participants, the LPSF has now been established as a permanent framework for frank discussion and reflection on the challenges which the continent facing. The occasion offered a new prism for understanding and reading political transitions, by taking into account the contexts and dynamics of their emergence, as well as the crucial issues and challenges relating to the strengthening of democratic governance in Africa; it therefore appeared necessary from now on, to offer the continent an open framework for frank discussions to save peace and, by extension, ensure the development of African countries.

The active participation of ministers from across the continent, representatives of several sub-regional and international organizations, NGOs, civil society, eminent personalities and experts from the national and international political world, including young Africans specially invited for the occasion, reflects the inclusive nature of the Lomé forum and undoubtedly demonstrates confidence in its ability to address issues of sub-regional and continental interest.

As the Special Representative of the Secretary-General of the United Nations said on 22 October 2023 after an audience with the Head of State, «Togo's history is a history of peace. It is a history of dialogue, and the Lomé Forum that the President of the Republic supported and instituted is the hallmark of this country that we love. I wanted to congratulate and sincerely thank the President of the Togolese Republic for his personal role and for the role that Togo plays in West Africa. Very soon, certainly beyond West Africa, I think Togo will be promoted when it comes to issues of peace, security and dialogue between peoples».

As if to emphasise of these remarks made by the UN diplomat, Professor DUSSEY praised the Togolese Head of State's sense

DOSSIER

et des dynamiques de leur émergence, ainsi que des enjeux et défis cruciaux relatifs au renforcement de la gouvernance démocratique en Afrique, il est apparu nécessaire d'offrir dorénavant au continent un cadre ouvert de discussions franches pour sauver la paix et, par ricochet, assurer le développement des pays africains.

La participation active des Ministres du continent, de représentants de plusieurs organisations sous-régionales et internationales, d'ONG, de la société civile, d'éminentes personnalités ainsi que d'experts venus du monde politique national et international, y compris la jeunesse africaine spécialement invitée à l'occasion, traduit le caractère inclusif du forum de Lomé et dénote, à n'en point douter, de la confiance en sa capacité certaine de porter des questions d'intérêt sous-régional et continental.

Comme le déclarait le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, au sortir d'une audience à lui accordée par le Chef de l'Etat, le 22 octobre 2023, « L'histoire du Togo est une histoire de paix. C'est une histoire de dialogue et le Forum de Lomé que le Président de la République a soutenu et institué est la marque de fabrique de ce pays que nous aimons. J'ai tenu à féliciter et remercier le Président de la République très sincèrement pour son rôle personnel et pour le rôle que le Togo joue en Afrique de l'ouest. Très prochainement, certainement, au-delà de l'Afrique de l'ouest, je pense que le Togo sera promu quand il s'agit des questions de paix, de sécurité et de dialogue entre les peuples ».

Comme pour faire de l'emphase, de ces propos tenus par le diplomate onusien, le Professeur DUSSEY saluait le sens de discernement, le leadership et la discrétion du chef de l'Etat togolais dans les solutions des crises sous-régionales, en réaffirmant que « Lomé demeurera la capitale de la paix, du dialogue, de la médiation et de la réconciliation » et le Togo y travaillera sans relâche pour faire renaitre l'espérance dans le cœur d'un continent souvent martyrisé.

of clear judgement, leadership and discretion in resolving sub-regional crises, reaffirming that «Lomé will remain the capital of peace, dialogue, mediation and reconciliation», and that Togo will work tirelessly to restore hope to the heart of a continent that has often been so martyred.



Mme Victoire Tomegah Dogbé, Premier Ministre du Togo lors de son discours d'ouverture / *Mrs Victoire Tomegah Dogbé, Prime Minister of Togo, during her opening speech*



L'assistance à la cérémonie d'ouverture / *Assistance at the opening ceremony*



Photo de famille / *Family Photo*

DOSSIER

DÉCLARATION DE LA PREMIÈRE ÉDITION DE LOMÉ PEACE AND SECURITY FORUM

LOMÉ, 21 & 22 OCTOBRE 2023
RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Nous, participants et parties prenantes, réunis à l'occasion de la première édition de Lomé Peace and Security Forum, tenue les 21 et 22 octobre 2023 à Lomé, en République Togolaise, sur le thème « **Comment renforcer les transitions politiques vers une gouvernance démocratique en Afrique ?** » ;

Guidés par les principes et idéaux de la démocratie et les Résolutions pertinentes des Nations Unies, en particulier les Résolutions A/RES/55/96 du 4 décembre 2000 et A/RES/62/7 du 13 décembre 2007 de l'Assemblée générale ainsi que les Résolutions du Conseil des droits de l'homme, notamment les Résolutions A/HRC/RES/19/36 du 23 mars 2012 et A/HRC/RES/34/41 du 24 mars 2017 ;

Considérant le Pacte international relatif aux droits civils et politiques adopté le 16 décembre 1966 par l'Assemblée générale des Nations Unies et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes adoptée le 18 décembre 1979 ;
Considérant la Note d'orientation du Secrétaire général des Nations Unies sur la démocratie du 08 septembre 2009 et celle relative à l'aide à la consolidation de l'État de droit d'avril 2008 ;

Considérant l'Acte constitutif de l'Union Africaine adopté à Lomé le 11 juillet 2000, en particulier ses articles 3 et 4 relatifs à la promotion des principes et des institutions démocratiques, des droits de l'homme et des peuples, la bonne gouvernance, la participation populaire et l'État de droit ;

Considérant également la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance adoptée à Addis-Abeba le 30 janvier 2007, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples adoptée à Nairobi le 1er juin 1981, l'aspiration 3 de l'Agenda 2063 adoptée à Addis-Abeba le 31 janvier 2015, la Déclaration de Lomé sur les changements anticonstitutionnels de gouvernement adoptée le 12 juillet 2000 ainsi que la Déclaration sur le terrorisme et les changements anticonstitutionnels de gouvernement adoptée le 28 mai 2022 à Malabo ;

Ayant à l'esprit le Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union Africaine, les différents communiqués des réunions de ce Conseil sur les transitions en Afrique, en particulier le Communiqué PSC/PR/COMM.1152 (2023) du 23 mai 2023 sur la transition au Tchad, le Communiqué PSC/PR/COMM.1162 (2023) du 20 juillet 2023 sur l'exposé actualisé de la situation au Sahel et le Communiqué PSC/PR/COMM.1172 (2023) du 31 août 2023 sur la situation au Gabon suite au changement de régime ;

Prenant en compte le Communiqué final de la première conférence ministérielle de l'Alliance Politique Africaine (APA) tenue le 03 mai 2023 à Lomé, notamment les paragraphes 29 et 30 qui soulignent la nécessité pour les Nations Africaines de renforcer leurs liens de solidarité, leurs relations de coopération et d'explorer les voies endogènes de financement de la lutte contre le terrorisme qui constitue un véritable danger pour la démocratie sur le continent ;

Préoccupés par l'état de la démocratie et de la bonne gouvernance en Afrique malgré les progrès réalisés ces trois dernières décennies sur continent en matière de gouvernance et de conduite des affaires publiques ;

Préoccupés également par les menaces auxquelles sont confrontées les démocraties aussi bien en construction que les mieux établies ;

Constatant avec préoccupation que le déphasage entre les promesses de la démocratie et la réalité de la gouvernance en Afrique crée et renforce le scepticisme des populations vis-à-vis de la démocratie qui doit être perçue comme un processus, un projet inachevé et perfectible et non comme un acquis ;

Reconnaissant la nécessité d'œuvrer au renforcement de l'État de droit, de la justice, des institutions démocratiques, d'une gouvernance participative et inclusive sur le continent, y compris la reddition des comptes ;

Convaincus du rôle important de l'État de droit dans la pacification durable des relations sociales et dans le maintien des rapports réguliers et pacifiques entre les nations ;

Conscients que la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme n'est pas incompatible avec la démocratie, les droits de l'homme, l'État de droit ;

Fermement convaincus que la démocratie demeure le moyen par excellence pour assurer la paix, le progrès humain et le développement durable en Afrique ;

Réaffirmant que le premier des droits de l'homme et des peuples est le droit au développement ;

Gardant à l'esprit les aléas, les incertitudes et les situations imprévisibles propres aux transitions politiques tout en étant persuadés que celles-ci pourraient aussi constituer une occasion de transformation structurelle profonde pour les pays concernés et leurs populations ;

Considérant le double défi de rompre avec les changements anticonstitutionnels de gouvernement, d'une part, et de faire des transitions politiques des occasions de consolidation de la démocratie, de construction de la résilience de l'État et de renforcement de l'État de droit, d'autre part ;

Conscients de la nécessité de bâtir des transitions politiques adaptées à la nature des défis et qui tiennent compte des ressorts profonds et endogènes de nos sociétés afin de mieux adapter les instruments et outils de gouvernance, y compris au niveau des organisations, sous-régionales, régionales et internationales ;

Peruadés que le renforcement des transitions vers une gouvernance démocratique dépend fortement de l'adhésion des gouvernements de transition aux principes et idéaux de la démocratie, de l'adoption et de la mise en œuvre des réformes essentielles et indispensables ;

Notant la nécessité de maintenir un dialogue constructif avec les pays en transition politique et de les accompagner à l'effet de soutenir la consolidation de la démocratie et, par-delà, le mouvement de démocratisation en Afrique orienté vers l'édification des sociétés ouvertes, pluralistes, tolérantes, libres et fondées sur le droit et des institutions solides ;

Saluant la pertinence et l'actualité du thème de la première édition de Lomé Peace and Security Forum qui témoigne de l'intérêt du Togo pour les questions de renforcement de la gouvernance démocratique, de paix et de sécurité en Afrique ainsi que de sa capacité à sortir des sentiers battus pour mettre à l'agenda continental des questions majeures qui déterminent le présent de l'Afrique et son avenir dans un contexte international en mutation ;

Déclarons ce qui suit :

Les transitions politiques doivent être guidées par les objectifs principaux de renforcement de la gouvernance démocratique, de consolidation de la résilience de l'État, des institutions et de l'État de droit dans un environnement caractérisé par l'émergence de nouveaux défis sécuritaires et la résurgence des changements anticonstitutionnels de gouvernement où il est indispensable de valoriser les expertises africaines dans la recherche de solutions aux problèmes africains.

À cet effet,

AU TITRE DU RENFORCEMENT DES TRANSITIONS VERS LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE

1. Invitons les gouvernements des pays en transition à orienter résolument leurs actions et la conduite des processus vers la consolidation de la gouvernance démocratique.
2. Appelons à rendre les transitions politiques, qui doivent demeurer des occasions de changements, de réformes audacieuses et de transformations sociopolitiques profondes, plus inclusives et participatives.
3. Appelons en outre les pays en transition à œuvrer à la mise en place d'un cadre constitutionnel garant de l'équilibre des

pouvoirs et des libertés fondamentales, respectueux des droits de l'homme et promoteur d'une société plus équitable et du bien-être des citoyens.

4. Invitons à aller au-delà des approches purement formelles des transitions politiques pour en faire de véritables occasions de refondation et de consolidation des acquis démocratiques en tenant compte des spécificités locales et des exigences relatives à la restauration de l'ordre constitutionnel à travers des élections libres, justes, équitables et transparentes.
5. Affirmons que le développement économique, la démocratie, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont interdépendants et se renforcent mutuellement.
6. Appelons à œuvrer à la promotion des droits socioéconomiques et culturels des citoyens à l'effet de renforcer la dimension sociale de la gouvernance démocratique.

AU TITRE DU RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES ÉTATS, DES INSTITUTIONS ET DE L'ÉTAT DE DROIT DANS UN CONTEXTE D'EXTRÉMISME VIOLENT ET DE TERRORISME

7. Exhortons à bâtir en Afrique des architectures étatiques et institutionnelles solides et fortes capables de résister aux chocs endogènes et exogènes.
8. Appelons à la consolidation du rôle des États à travers le renforcement de leur présence dans toutes les localités de leurs territoires, de la confiance des populations dans les institutions démocratiques et au renforcement de l'État de droit.
9. Appelons également à s'attaquer aux facteurs de fragilité et de vulnérabilité qui nuisent à la résilience des États et des institutions, notamment les conflits internes, les tensions ethniques, le crime transnational organisé, l'extrémisme violent et le terrorisme, les conflits entre États, la cybersécurité et l'insécurité climatique.
10. Exhortons à lutter contre la pauvreté, les inégalités économiques, les différends internes, les conflits armés, la corruption, les injustices, la mauvaise gouvernance, le déficit démocratique, la faiblesse des institutions, l'absence d'État de droit et les chocs exogènes qui sont des facteurs de fragilité et d'instabilité pouvant entraver la gestion des transitions politiques vers la consolidation de la gouvernance démocratique.
11. Réaffirmons la nécessité d'inclure les jeunes et les femmes dans l'élaboration et la mise en œuvre de toute politique touchant au développement socioéconomique de nos sociétés, gage d'inclusivité et de paix sociale.
12. Réitérons le principe de tolérance zéro de l'Union Africaine à l'égard des changements anticonstitutionnels de gouvernement, comme l'indique explicitement la Déclaration de Lomé de juillet 2000 ; soulignons que les moyens non démocratiques d'accession au pouvoir accentuent la fragilité de l'État, affaiblissent les institutions nationales, l'État de droit et la cohésion sociale.
13. Réaffirmons la nécessité absolue pour les États de s'attaquer

DOSSIER

aux causes structurelles et aux conditions qui favorisent les changements anticonstitutionnels de gouvernement.

14. Soulignons que les ingérences étrangères et les intérêts géopolitiques des grandes puissances sont de nature à aggraver la fragilité de nos pays et les menaces à la paix, à la stabilité, à la consolidation démocratique et au développement.
15. Invitons les États en transition à recourir aux voies et mécanismes de règlement pacifique des différends et à renforcer l'autonomisation et la résilience des populations réduisant leur vulnérabilité.
16. Appelons les pays en transition à mettre en œuvre des politiques de réconciliation et renforcement de l'unité nationale adaptées à chaque contexte.

AU TITRE DE L'ACCOMPAGNEMENT DES TRANSITIONS POLITIQUES AUX PLANS SOUS-RÉGIONAL, RÉGIONAL ET INTERNATIONAL

17. Appelons l'Union Africaine et les organismes régionaux, ainsi que les partenaires, à soutenir les transitions politiques inclusives dans les pays africains touchés, sous la forme d'une réponse et d'un engagement robustes pour approfondir la démocratie et assurer la sécurité collective.
18. Soulignons que les organisations sous-régionales, régionales et internationales doivent renforcer leur rôle de médiation et faciliter le dialogue et la compréhension mutuelle entre les parties prenantes ainsi que de rechercher les compromis nécessaires pour parvenir à des transitions pacifiques et constructives.
19. Appelons les organisations sous-régionales, régionales et internationales à éviter le conflit et le chevauchement des agendas dans le suivi et l'accompagnement des transitions politiques.
20. Demandons aux organisations sous-régionales, régionales et internationales de soutenir davantage les efforts nationaux de renforcement du rôle et de la présence des États en transition sur l'ensemble de leurs territoires et à les accompagner dans la mise en œuvre des politiques de développement et de lutte contre la pauvreté, surtout dans les zones les plus défavorisées.
21. Soulignons la nécessité de définir des périodes de transition de manière consensuelle et inclusive tenant compte des impératifs de renforcement des institutions et de traitement des causes profondes de la crise.
22. Invitons à la vigilance dans l'accompagnement des transitions politiques afin d'éviter que les périodes de transition ne deviennent des terrains fertiles à la rupture de la paix, au développement d'activités subversives, séparatistes et terroristes.
23. Invitons en outre les organisations sous-régionales, régionales et internationales à faire preuve de créativité et à établir un diagnostic contextualisé des cas et situations de transition afin de sortir des cadres normatifs habituels pour proposer des réformes

de l'État et des institutions répondant aux aspirations de tous.

24. Appelons à un dialogue constructif avec les pays en transition et à un accompagnement efficient en adaptant les solutions et les initiatives d'appui à la situation spécifique de chaque pays.
25. Soulignons la nécessité de la prise en compte du contexte sécuritaire régional dans l'accompagnement des transitions politiques au Sahel et en Afrique de l'Ouest.
26. Demandons aux organisations sous-régionales, régionales et internationales de procéder à une mise à jour de leurs actions de suivi et d'accompagnement des transitions politiques, à renforcer les dispositifs de monitoring des situations et à créer des centres d'intelligence et de réflexions stratégiques et géostratégiques pour soutenir leurs processus décisionnels.
27. Soulignons néanmoins que l'efficacité de l'intervention des organisations sous-régionales, régionales et internationales dans les transitions politiques dépend d'autres facteurs dont la volonté politique et la disponibilité des gouvernements de transition à coopérer avec elles.

AU TITRE DE LA PROMOTION DE LA PAIX, DU DIALOGUE, DE LA MÉDIATION, DE LA FACILITATION ET DE LA VALORISATION DES SOLUTIONS AFRICAINES AUX PROBLÈMES AFRICAINS

28. Saluons la création de Lomé Peace and Security Forum dont la vocation est d'être une plateforme permanente au service du dialogue, de la médiation, de la facilitation, de la négociation, de la paix et de la sécurité en Afrique.
29. Appelons à un cessez-le-feu immédiat au Soudan, à la cessation des menées des groupes armés à l'Est de la République Démocratique du Congo et au dialogue entre libyens en vue d'organisation rapides des élections et au soutien à la lutte antiterroriste au Sahel, en Somalie et au Nord du Mozambique.
30. Exhortons les groupes armés du Nord de la République du Mali, de la République Centrafricaine et du Tchad à intégrer ou à réintégrer les processus de paix dans les trois pays.
31. Soulignons la nécessité pour les organisations sous-régionales, régionales et internationales de renforcer davantage leur engagement au service de la diplomatie préventive afin de prévenir les conflits et les crises, faciliter les pourparlers de paix, soutenir la résolution pacifique et diplomatique des différends sur le continent.
32. Encourageons les élites africaines à développer des solutions adaptées aux besoins spécifiques de l'Afrique, aussi bien dans le domaine économique, des infrastructures, de la recherche, de l'innovation, de la formation que dans le domaine politique, de la prévention, de la gestion et du règlement des conflits.
33. Restons persuadés que le regain d'intérêt actuel pour le panafricanisme en Afrique et au sein des diasporas africaines

et l'effectivité de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) permettront à l'Afrique d'améliorer sa représentativité dans la gouvernance mondiale et sa part dans le commerce mondial.

34. Saluons le lancement par le Togo, le 03 mai 2023, de l'Alliance Politique Africaine dont la première édition de Lomé Peace and Security Forum constitue la première activité phare et le projet d'organisation, en 2024 à Lomé, du 9^e Congrès panafricain porté par le Togo et l'Union Africaine sur le thème « Renouveau du panafricanisme et rôle de l'Afrique dans la réforme des institutions multilatérales : mobiliser les ressources et se réinventer pour agir ».

AU TITRE DE LA MISE EN ŒUVRE ET DU SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA PRÉSENTE DÉCLARATION

35. Demandons au Togo, conformément à l'esprit et à la lettre de la présente Déclaration, de travailler, en collaboration avec les autres États, les acteurs sous-régionaux, régionaux et internationaux, à la mise en œuvre des recommandations pertinentes issues du Forum.

36. Invitons l'Alliance Politique Africaine, structure initiatrice de Lomé Peace and Security Forum, à mettre en place un cadre de plaidoyer et de facilitation pour capitaliser sur les acquis de la première édition dans l'optique d'un accompagnement coordonné des transitions politiques vers une gouvernance démocratique ainsi qu'à prendre des initiatives de médiation et de dialogue en faveur de la paix et de la sécurité sur le continent.
37. Félicitons S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBÉ, Président de la République Togolaise, pour son leadership sur les questions de paix et de médiation en Afrique et remercions le gouvernement et le peuple togolais pour leur accueil chaleureux et la tenue effective de la première édition de Lomé Peace and Security Forum.
38. Joignons notre voix à celle du Togo pour remercier l'ensemble des acteurs et des partenaires qui ont appuyé, de diverses manières, l'organisation de la première édition de Lomé Peace and Security Forum

Fait à Lomé, le 22 octobre 2023

DECLARATION OF THE FIRST EDITION OF LOMÉ PEACE AND SECURITY FORUM HELD IN LOMÉ ON, 21ST & 22ND OF OCTOBER 2023 REPUBLIC OF TOGO

We, participants and stakeholders, gathered on the occasion of the first edition of the Lomé Peace and Security Forum, held on 21 and 22 October 2023 in Lomé, Republic of Togo, on the theme "How to strengthen political transitions towards democratic governance in Africa?";

Guided by the principles and ideals of democracy and the relevant UN Resolutions, in particular General Assembly Resolutions A/RES/55/96 of 4 December 2000 and A/RES/62/7 of 13 December 2007 and Human Rights Council Resolutions, in particular Resolutions A/HRC/RES/19/36 of 23 March 2012 and A/HRC/RES/34/41 of 24 March 2017;

Considering the International Covenant on Civil and Political Rights adopted by the United Nations General Assembly on 16 December 1966 and the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women adopted on 18 December 1979;

Considering the United Nations Secretary-General's Guidance Note on Democracy of 08 September 2009 and the April 2008 Guidance Note on Strengthening the Rule of Law;

Considering the Constitutive Act of the African Union adopted in Lomé on 11 July 2000, in particular its Articles 3 and 4 on the promotion of democratic principles and institutions, human and peoples' rights, good governance, popular participation and the rule of law;

Considering also the African Charter on Democracy, Elections and Governance adopted in Addis Ababa on 30 January 2007, the African Charter on Human and Peoples' Rights adopted in Nairobi on 1 June 1981, Aspiration 3 of 2063 Agenda adopted in Addis-Ababa on 31 January 2015, the Lomé Declaration on unconstitutional changes of government adopted on July 12, 2000 and the Declaration on Terrorism and Unconstitutional Changes of Government adopted on 28 May 2022 in Malabo;

Bearing in mind the Protocol on the establishment of the Peace and Security Council (PSC) of the African Union, the various communiqués of the meetings of this Council on transitions in Africa, in particular Communiqué PSC/PR/COMM.1152 (2023) of 23 May 2023 on the transition in Chad, Communiqué PSC/PR/COMM.1162 (2023) of 20 July 2023 on the updated situation in the Sahel and Communiqué PSC/

DOSSIER

PR/COMM.1172 (2023) of 31 August 2023 on the situation in Gabon following the regime change;

Considering the Final Communiqué of the First Ministerial Conference of the African Political Alliance (APA) held on 03 May 2023 in Lomé, particularly its paragraphs 29 and 30 which stress the need for African Nations to strengthen their bonds of solidarity, their cooperative relations and to explore endogenous ways of financing the fight against terrorism which constitutes a real danger for democracy on the continent;

Concerned about the state of democracy and good governance in Africa despite the progress made over the last three decades on the continent in improving governance and in the conduct of public affairs; Concerned also by the threats facing democracies both under construction and the more established;

Noting with concern that the disconnect between the promises of democracy and the reality of governance in Africa creates and reinforces the scepticism of the people towards democracy that must be perceived as a process, an unfinished and perfectible project and not as an achievement;

Recognizing the need to work towards strengthening the rule of law, justice, democratic institutions, participatory and inclusive governance on the continent, including accountability;

Convinced of the important role of the rule of law in the lasting pacification of social relations and in the maintenance of regular and peaceful relations between nations;

Aware that the fight against violent extremism and terrorism is not incompatible with democracy, human rights, the rule of law; Firmly convinced that democracy remains the means par excellence for ensuring peace, human progress and sustainable development in Africa;

REAFFIRMING THAT THE FIRST OF HUMAN AND PEOPLES' RIGHTS IS THE RIGHT TO DEVELOPMENT;

Bearing in mind the hazards, uncertainties and unpredictable situations of political transitions, while being convinced that these could also constitute an opportunity for profound structural transformation for the countries concerned and their populations;

Considering the dual challenge of breaking with unconstitutional changes of government, on the one hand, and making political transitions opportunities for strengthening democracy, building state resilience and strengthening the rule of law, on the other hand;

Aware of the need to pursue political transitions and adapt it to the nature of the challenges and thus taking into account the deep and endogenous spirit of our societies in order to better adapt the instruments and tools of governance, at all organizational levels, sub-regional, regional and international;

Convinced that the strengthening of transitions towards democratic governance depends strongly on the adherence of transitional governments to the principles and ideals of democracy, the adoption and implementation of essential and indispensable reforms;

Noting the need to maintain a constructive dialogue with countries in political transition and to accompany them in order to support the consolidation of democracy and, beyond that, the democratization movement in Africa oriented towards the building of open societies, pluralistic, tolerant, free and based on law and strong institutions; Welcoming the relevance and timeliness of the theme of the first edition of the Lomé Peace and Security Forum, which reflects Togo's interest in issues of strengthening democratic governance, peace and security in Africa and its ability to think outside the box and put on the continental agenda major issues that determine Africa's present and future in a changing international context;

We declare the following:

Political transitions must be guided by the main objectives of strengthening democratic governance, strengthening the resilience of the State, institutions and the rule of law in an environment characterized by the emergence of new security challenges and the resurgence of unconstitutional changes of government where it is essential to promote African expertise in the search for solutions to African problems.

**FOR THIS PURPOSE,
AS REGARDS TO STRENGTHENING OF TRANSITIONS TO
DEMOCRATIC GOVERNANCE**

1. *We invite governments of countries in transition to resolutely direct their actions and the conduct of processes towards the consolidation of democratic governance.*
2. *We call for political transitions, which must serve as opportunities to effect change, bold reforms and profound socio-political transformations, more inclusive and participatory.*
3. *We further call on countries in transition to work towards a constitutional framework that ensures the balance of powers and fundamental freedoms, respects human rights and promotes a more equitable society and the well-being of citizens.*
4. *We invite us to go beyond the purely formal approaches of political transitions to make them real opportunities for rebuilding and consolidation of democratic gains by taking into account local specificities and requirements for the restoration of constitutional order through free, fair, equitable and transparent elections.*
5. *We uphold that economic development, democracy, respect for human rights and fundamental freedoms are interdependent and mutually reinforcing.*
6. *We call for the promotion of socio-economic and cultural rights of citizens to strengthen the social dimension of democratic governance.*

AS REGARDS TO STRENGTHENING OF STATES RESILIENCE, INSTITUTIONS AND THE RULE OF LAW IN THE CONTEXT OF VIOLENT EXTREMISM AND TERRORISM

7. We urge for the building of solid and strong state and institutional architectures in Africa capable of withstanding interior and external shocks.
8. We call for the reinforcement of the role of States through the strengthening of their presence in all localities of their territories, the confidence of the population in democratic institutions and the strengthening of the rule of law.
9. We also call for addressing fragility and vulnerability factors that undermine the resilience of states and institutions, including internal conflict, ethnic tensions, transnational organized crime, violent extremism and terrorism, conflicts between states, cybersecurity and climate insecurity.
10. We call for poverty reduction, economic inequality, internal disputes, armed conflict, corruption, injustice, poor governance, democratic deficit, weak institutions, the absence of the rule of law and exogenous shocks that are factors of fragility and instability that can hinder the management of political transitions towards the consolidation of democratic governance.
11. We reaffirm the need to include young people and women in the development and implementation of any policy affecting the socio-economic development of our societies, a guarantee of inclusiveness and social peace.
12. We reiterate African Union's zero tolerance for unconstitutional changes of government, as explicitly stated in the Lome Declaration of July 2000; we emphasize that undemocratic means to power accentuate fragility of the State, weakens national institutions and the rule of law, and undermines social cohesion.
13. We reaffirm the absolute necessity for states to address the structural causes and conditions that favor unconstitutional changes of government.
14. We emphasize that foreign interference and the geopolitical interests of the great powers are likely to aggravate the fragility of our countries and the threats to peace, stability, democratic consolidation and development.
15. We invite States in transition to use peaceful dispute resolution mechanisms and channels and to strengthen the empowerment and resilience of populations to reduce their vulnerability.
16. We call on countries in transition to implement reconciliation policies and strengthen national unity adapted to each context.
17. We call on the African Union and regional bodies, as well as partners, to support inclusive political transitions in affected African countries, in form of robust response and commitment to deepen democracy and ensure collective security.
18. We emphasize that subregional, regional and international organizations must strengthen their mediation role and facilitate dialogue and mutual understanding between stakeholders as well as seek the necessary compromises to achieve peaceful and constructive transitions.
19. We call on sub-regional, regional and international organizations to avoid conflict and overlapping agendas in monitoring and supporting political transitions.
20. We request from sub-regional, regional and international organizations to further support national efforts to strengthen the role and presence of States in transition throughout their territories and to support them in the implementation of development policies and the fight against poverty, especially in the most disadvantaged areas.
21. We underline the need to define transition periods in a consensual and inclusive manner, taking into account the imperatives of strengthening institutions and addressing the root causes of the crisis.
22. We invite for vigilance in supporting the political transitions in order to avoid transition periods becoming fertile grounds for the breakdown of peace, the development of subversive, separatists and terrorist activities.
23. We also invite sub-regional, regional and international organizations to be creative and to establish a contextualized diagnosis of cases and situations of transition in order to go beyond the usual normative frameworks to propose reforms of the State and institutions that will respond to the aspirations of all.
24. We call for constructive dialogue with countries in transition and provide them with efficient support by adapting solutions and support initiatives to the specific situation of each country.
25. We underline the need to consider regional security context in supporting political transitions in the Sahel and West Africa.
26. We request sub-regional, regional and international organizations to update their monitoring and supporting actions of political transitions, to strengthen situation monitoring systems and create intelligence, strategic and geostrategic thinking centres to support their decision-making processes.
27. It should be stressed, however, that the effectiveness of the intervention of sub regional, regional and international organizations in political transitions depends on other factors, including the political will and readiness of transitional governments to cooperate with them.

AS REGARDS TO THE PROMOTION OF PEACE, DIALOGUE, MEDIATION, FACILITATION AND PREFERMENT OF AFRICAN SOLUTIONS TO AFRICAN PROBLEMS

28. We welcome the creation of the Lomé Peace and Security Forum, which aims to be a permanent platform for dialogue, mediation, facilitation, negotiation, peace and security in Africa.
29. We call for an immediate ceasefire in Sudan, an end to the



Alvin Botes, vice-ministre des affaires étrangères d'Afrique du Sud, lisant la déclaration de la première édition du LPSF /
 Deputy Minister of Foreign Affairs of South Africa, Alvin Botes, reading the declaration of the first edition of LPSF

activities of armed groups in the east of the Democratic Republic of Congo, dialogue among Libyans for the rapid organization of elections and support for the fight against terrorism in the Sahel, Somalia and northern Mozambique.

30. We urge armed groups in the north of the Republic of Mali, the Central African Republic and Chad to join or reintegrate into peace processes in the three countries.
31. We underscore the need for sub-regional, regional and international organizations to further strengthen their commitment to preventive diplomacy in order to prevent conflicts and crises, facilitate peace talks, support the peaceful and diplomatic resolution of disputes on the continent.
32. We encourage African elites to develop solutions adapted to the specific needs of Africa, both in the economic, infrastructure, research, innovation, training and political fields, conflict prevention, management and resolution.
33. We remain convinced that the current renewed interest in Pan-Africanism in Africa and among African diasporas and the effectiveness of the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) will enable Africa to improve its representativeness in global governance and its share in global trade.
34. We welcome the launch by Togo, on 03 May 2023, of the African Political Alliance whose first edition of Lomé Peace and Security Forum is the first flagship activity and the projected plan to organize the 9th Pan-African Congress, that will take place in Lomé in 2024, co-organized by Togo and the African Union on the theme «Renewal of Pan-Africanism and the role of Africa in the reform of multilateral institutions: mobilizing resources and reinventing oneself to act».

AS REGARDS TO THE IMPLEMENTATION AND FOLLOW-UP OF THE RECOMMENDATIONS OF THIS DECLARATION

35. We request from Togo, in accordance with the spirit and letter of this Declaration, to work with other States, sub-regional, regional and international actors to implement the relevant recommendations of the Forum.
36. We invite the African Political Alliance, the Initiator of the Lomé Peace and Security Forum, to set up an advocacy and facilitation framework to capitalize on the achievements of the first edition with a view to a coordinated support of political transitions towards democratic governance as well as to take mediation and dialogue initiatives in favor of peace and security on the continent.
37. We congratulate H.E. Faure Essozimna GNASSINGBÉ, President of the Republic of Togo, for his leadership on issues of peace and mediation in Africa and thank the Togolese government and people for their warm welcome and the effective holding of the first edition of the Lomé Peace and Security Forum.
38. We add our voice to that of Togo to thank all the actors and partners who supported, in various ways, the organization of the first edition of Lomé Peace and Security Forum.

Done in Lomé, 22 October 2023

CARTE SUR TABLE

LE DISCOURS DE S.E. PROF. ROBERT DUSSEY, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE ET DES TOGOLAIS DE L'EXTÉRIEUR (MAEIRTE), À L'OCCASION DE LA 78^E SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES, À NEW YORK LE 21 SEPTEMBRE 2023

ABOVEBOARD

SPEECH OF H.E. PROF. ROBERT DUSSEY, MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS, REGIONAL INTEGRATION AND TOGOLESE ABROAD (MFARITA), ON THE 78TH SESSION OF THE UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY, IN NEW YORK ON SEPTEMBER 21, 2023

*Par Dr Malemda KAMELE, Directeur de la coopération internationale au MAEIRTE
By Dr. Malemda KAMELE, Director of International Cooperation at MFARITA*

La grande messe diplomatique mondiale, la 78^{ème} session ordinaire de l'Assemblée générale des nations unies, vient d'être célébrée courant la deuxième quinzaine du mois de septembre à New York, autour du thème central : « Rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale : accélérer l'action menée pour réaliser le Programme 2030 et ses objectifs de développement durable en faveur de la paix, de la prospérité et de la durabilité pour tous », qui a donné, une fois encore, l'occasion à chaque pays membre, sans considération de sa taille, ni de son niveau de développement, de s'exprimer sur les grands défis de l'heure.

A l'occasion, la voix du Togo a été portée par S.E. Prof. Robert DUSSEY, ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, représentant le chef de l'Etat togolais, S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE.

The great world's diplomatic mass, the 78th regular session of the United Nations General Assembly, has just been celebrated in New York during the second half of September, around the main theme: « Restoring trust and reviving global solidarity: Accelerating action to achieve the 2030 Agenda and its sustainable development goals for peace, prosperity and sustainability for all », which once again gave every member country, regardless of its size or level of development, the opportunity to express its views on the major challenges of the day.

On the occasion, Togo's voice was conveyed by H.E. Prof. Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and Togolese Abroad, representing the Togolese Head of State, H.E. Faure Essozimna GNASSINGBE.

The echoes of this speech are still ringing in people's heads, and



S.E. Prof. Robert Dussey à la tribune des Nations Unies / H.E. Prof. Robert Dussey at the United Nations

Un discours dont l'écho résonne encore dans les têtes et qui nécessite que l'on en revisite les grandes lignes.

En effet, le chef de la diplomatie togolaise a fait état d'un monde profondément éprouvé à un point tel qu'il interpelle tous à quelque niveau de responsabilité que ce soit. Et le choix du thème de cette 78^e session est assez évocateur de l'état de ce monde peu viable, perturbé et instable.

En réalité, on ne saurait rétablir que ce qui a connu une rupture ; on ne ravive que ce qui a connu une pause, voire éteint. La formulation du thème qui appelle à « rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale » suppose que ces deux vertus, confiance et solidarité, sont mis à mal au sein de la communauté internationale qui ne cesse d'agoniser avec l'émergence de nouveaux foyers de tensions. Et, dans ce contexte assez tumultueux, l'Afrique demeure l'espace le plus éprouvé, blessé et meurtri, selon le Prof. DUSSEY, car il fait face à une vulnérabilité multisectorielle : faible niveau de développement, crises sanitaires, effets du changement climatique, perturbation des chaînes d'approvisionnement alimentaire, envahissement de son espace cybernétique, conflits armés, dissémination du terrorisme, etc.

En dépit de ce contexte de convulsions de la communauté internationale marquée récemment par les conflits israélo-palestinien et russo-ukrainien, il n'en demeure pas moins qu'il existe des chantiers porteurs d'espoir, notamment quant à la

need to revisit the main points.

Indeed, the head of Togo's diplomatic service spoke of a world deeply tested to such an extent that it calls out to everyone, whatever their level of responsibility. And the choice of theme for this 78th session is quite evocative of the state of this unviable, troubled and unstable world.

In reality, we can only restore what has been broken; we can only revive what has been paused, or even extinguished. The wording of the theme, which calls for «restoring trust and rekindling global solidarity», assumes that these two virtues - trust and solidarity - are being undermined within the international community, which continues to agonize over the emergence of new hotbeds of tension. And, according to Prof. DUSSEY, in this tumultuous context, Africa remains the most tested, wounded and bruised space, as it faces multi-sector vulnerability: low levels of development, health crises, the effects of climate change, disruption of food supply chains, invasion of its cyber space, armed conflicts, spread of terrorism, etc.

Despite the international community's recent convulsions, marked by the Israeli-Palestinian and Russian-Ukrainian conflicts, there are nonetheless some hopeful areas of progress, notably in terms of the achievement of sustainable development goals by certain countries.

The head of Togo's diplomacy rightly welcomed the various efforts made by Togo to achieve sustainable development goals based on the ideals of peace, prosperity, progress and

réalisation des objectifs de développement durable par certains pays.

Assurément,

le chef de la diplomatie togolaise s'est félicité, à juste titre des divers efforts déployés par le Togo pour l'atteinte des objectifs de développement durable basés sur les idéaux de paix, de prospérité, du progrès et de durabilité pour tous. En outre, plusieurs mesures innovantes et multisectorielles ont été adoptées visant davantage à faire du Togo un pays ouvert au monde et une destination privilégiée des investisseurs. Deux documents de stratégie ont fait l'objet de l'intervention du ministre des affaires étrangères, à savoir la feuille de route gouvernementale 2020-2025 et la stratégie de lutte contre l'extrémisme violent adopté le 5 juillet 2022, qui concilie les approches sécuritaires et de développement en alliant à la fois des mesures opérationnelles et légales et des mesures plus souples et plus endogènes.

De plus, les projets prioritaires initiés par le gouvernement togolais aux retombées économique, sociale et structurelle épanouissantes pour les populations, ont été évoquées. Le ministre togolais des affaires étrangères a, notamment, fait mention de la couverture santé universelle, de l'accès universel à des services énergétiques, de la souveraineté alimentaire, de l'inclusion socioéconomique, du travail décent pour tous les Togolais, de la gestion et la protection durable des écosystèmes marins et côtiers, de la réglementation de la pêche, de la réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens aux phénomènes climatiques, de la promotion de l'économie bleue, de la lutte contre la désertification à travers le projet de reboisement d'un milliard d'arbres à l'horizon 2030.

En tout état de cause, il est incontestable d'affirmer qu'en dépit des nombreuses situations de vulnérabilité et de crises qui secouent l'Afrique, le Togo fait sa mue vers l'émergence. Les actions multiformes que mène le gouvernement togolais s'arriment bien aux objectifs onusiens et africains inscrits respectivement dans les agendas 2030 et 2063, qui ambitionnent le développement durable. Encore faut-il se demander si les engagements des Etats membres de l'ONU sont à la hauteur de l'ampleur des défis actuels auxquels le monde fait face. Selon le Professeur, il ne serait pas exagéré de dire que les déclarations contenues dans l'agenda onusien sont loin de se voir traduites dans les faits, tant que les promesses des plus nantis ne seront pas tenues. C'est l'Afrique qui pâtit de cette situation et tout porte à croire que c'est à dessein qu'on la maintient dans une logique de pauvreté, d'instabilité, de mendicité, en vue d'en faire leur zone d'influence.

sustainability for all. In addition, a number of innovative, multi-sectoral measures have been adopted with the aim of making Togo a country open to the world and a preferred destination for investors. The Minister of Foreign Affairs spoke about two strategy documents: the government roadmap 2020-2025, and the strategy to combat violent extremism adopted on July 5, 2022, which reconciles security and development approaches by combining operational and legal measures with more flexible and endogenous measures.

In addition, the priority projects initiated by the Togolese government with economic, social and structural benefits for the population were discussed. In particular, the Togolese Minister of Foreign Affairs mentioned universal health coverage, universal access to energy services, food sovereignty, socio-economic inclusion, decent work for all Togolese, sustainable management and protection of marine and coastal ecosystems, regulation of fishing, reduction of the vulnerability of people and goods to climatic phenomena, promotion of blue economy, fight against desertification through the project to reforest a billion trees by 2030.

In any case, it is indisputable that, despite the many situations of vulnerability and crisis shaking Africa, Togo is making its way towards emergence. The multifaceted actions undertaken by the Togolese government are well aligned with the UN and African objectives set out in the 2030 and 2063 agendas respectively, which aim to achieve sustainable development. The question is whether the commitments of UN member states are commensurate with the scale of the current challenges facing the world. According to the Professor, it would not be an exaggeration to say that the declarations contained in the UN agenda are far from being translated into reality, as long as the promises of the most affluent are not kept. It's Africa that suffers from this situation, and there's every reason to believe that it's deliberately kept in a logic of poverty, instability and beggary, with a view to making it their zone of influence.

It is this dehumanization of Africa, this lack of consideration for Africa and Africans, that Prof. Robert DUSSEY denounced as anaphoric. Indeed, in his speech at the previous session on the same podium, he hammered home the point that Africa no longer wishes to align itself with the great powers, whoever they may be. Africa has embarked on a new trajectory, and its partners, new and old alike, should recognize this and change their attitude and approach towards it.

Clearly, Africa will henceforth treat its relations with the great powers in terms of its own interests. The era of Africa's unconditional support for its allies is over. Africa's sovereignty and voice must be taken into account on the international scene if dialogue is to be truly established. Today, it is inconceivable that Africa, which is principally concerned by the majority of Security Council resolutions, has no permanent seat within this body.



C'est cette déshumanisation de l'Afrique, ce manque de considération à l'égard de l'Afrique et des Africains, qu'a dénoncé le Prof. Robert DUSSEY appelle un anaphorique. En effet, dans son discours prononcé lors de la session précédente à la même tribune, il martelait que l'Afrique ne souhaite plus s'aligner sur les grandes puissances, quelles qu'elles soient. L'Afrique a pris une nouvelle trajectoire et ses partenaires, nouveaux comme anciens, devraient l'admettre et changer d'attitude et d'approche vis-à-vis d'elle.

A l'évidence, l'Afrique traitera désormais ses relations avec les grandes puissances par rapport à ses propres intérêts. L'ère du soutien inconditionnel de l'Afrique à ses alliés est révolue. La souveraineté et la voix de l'Afrique doivent être prises en compte sur la scène internationale pour que s'établisse réellement le dialogue. Il est aujourd'hui inconcevable d'admettre que l'Afrique qui est principalement concernée par la majorité des résolutions du conseil de sécurité n'ait aucun siège permanent au sein de cet organe.

Tout ceci est révélateur d'un mépris et d'une injustice qui révoltent la jeunesse africaine qui a repris conscience d'elle-même et de ses responsabilités internes et à l'égard du reste du monde. Relayant la voix de cette jeunesse africaine exaspérée, le Prof. Robert DUSSEY crie son ras-le-bol en déclarant : « ...Nous voulons être vos partenaires et non vos sujets. Nous voulons servir nos peuples et non servir des intérêts étrangers ». Ces déclarations traduisent, à bien des égards, les exaspérations de certains dirigeants africains qui se voient être réduits en marionnettes pour ne défendre que les intérêts de leurs « maîtres » en lieu et place des intérêts de leurs concitoyens. Par la voix du chef de la diplomatie, le Togo a su ouvertement manifester son refus face aux ingérences extérieures dans les affaires africaines, notamment dans la gestion des crises et conflits politiques internes à l'Afrique. A cette tribune, la position du Togo a été clairement explicitée sur les questions

All this is indicative of a contempt and injustice that disgusts African youth, who have regained self-awareness and responsibility both internally and towards the rest of the world. Relaying the voice of this exasperated African youth, Prof. Robert DUSSEY cries out his displeasure, declaring: «...We want to be your partners, not your subjects. We want to serve our peoples, not foreign interests».

In many ways, these statements reflect the exasperation of some African leaders who see themselves reduced to puppets, defending only the interests of their «masters» instead of the interests of their fellow citizens. Through the voice of its head of diplomacy, Togo openly expressed its rejection of outside interference in African affairs, particularly in the management of internal African political crises and conflicts. Togo's position on the issue of military intervention in the political governance of certain West African countries experiencing unconstitutional devolutions of power with the introduction of transitional regimes was clearly stated.

Of course, Togo in no way condones seizures of power by force; but the resurgence of coups d'état in French-speaking Africa, beyond the questions it raises, should prompt all players to question the systems of governance imposed in these countries since independence. In this respect, Togo's position is clear: no conflict can be settled by war, because «war is a negation of human dignity». Togo's philosophy of peace and conflict management through dialogue and negotiation stems from the fact that peace is in the DNA of the people of Togo. Togo has always striven to bring peace wherever it is threatened: as much as Togo opposes the logic of war, it refuses to serve as a rear base for the aggression of its neighbors. The recent holding in Lomé, on October 21 and 22 2023, of the first edition of the «Lomé Peace and Security Forum», is proof of this. Moreover, thanks to its efforts in favor of peace, the city of Lomé was consecrated «Capital of Peace, Mediation, Dialogue and Tolerance» on October 29, 2022, on the occasion of the 3rd ECOWAS forum on education for a culture of peace through inter-religious dialogue.

des interventions militaires dans la gouvernance politique de certains pays ouest-africains qui connaissent des dévolutions inconstitutionnelles du pouvoir avec l'instauration de régimes de transition.

Certes, le Togo ne cautionne, en aucun cas, les prises de pouvoir par la force ; mais la résurgence des coups d'Etat en Afrique francophone, au-delà des interrogations qu'elle suscite, devrait pousser tout acteur à s'interroger sur les systèmes de gouvernance imposés dans ces pays depuis les indépendances. A ce propos, la position du Togo est claire et aucun conflit ne saurait être réglé par la guerre car « la guerre est une négation de la dignité de la personne humaine ». La philosophie togolaise de paix et de gestion des conflits par le dialogue et la négociation résulte du fait que la paix est dans l'ADN du peuple togolais. C'est de tout temps que le Togo s'investit pour ramener la paix partout où elle est menacée : autant le Togo s'oppose aux logiques de guerres, autant il refuse de servir de base arrière pour l'agression de ses voisins. La tenue récente à Lomé, les 21 et 22 octobre 2023, de la première édition de « Lomé Peace and Security Forum », en est une preuve. D'ailleurs, grâce à ses efforts en faveur de la paix, la ville de Lomé, a été consacrée « Capitale de la paix, de la médiation, du dialogue et de la tolérance », le 29 octobre 2022, à l'occasion du 3^e forum de la CEDEAO sur l'éducation à la culture de la paix à travers le dialogue interreligieux.

Somme toute, le discours du Prof. Robert DUSSEY a résonné à travers le monde. Il a permis à qui veut l'entendre de noter que l'Afrique a pris conscience de ses responsabilités dans la gestion de ses défis de développement durable ; que le continent africain a compris qu'il est désormais seul maître de son destin et ne demande que le respect de ses choix stratégiques et de partenariats. L'Afrique s'adapte aux changements de l'heure et prend des initiatives face aux multiples crises politiques et sécuritaires qui la secouent. Désormais, les nouvelles initiatives africaines s'inscriront dans un élan panafricain comme l'illustre si bien la création, en mai 2023 à Lomé, de l'Alliance politique africaine (APA). Dans cette dynamique, le Togo entend jouer pleinement sa partition, qui explique son choix d'abriter en 2024 le prochain 9^e congrès panafricain.

Jamais l'Afrique ne sera fatiguée de coopérer avec le reste du monde dans le respect des valeurs de dignité et d'égalité. Est venu le temps des vérités !

Tel l'esprit de l'intervention chef de la diplomatie togolaise au débat général de la 78^{ème} session ordinaire de l'Assemblée générale des nations unies.

All in all, Prof. Robert DUSSEY's speech resonated around the world. It allowed those who wished to listen to note that Africa has become aware of its responsibilities in managing its sustainable development challenges; that Africa has understood that it is now the sole master of its destiny, and asks only that its strategic choices and partnerships be respected. Africa is adapting to the changes of the times and taking initiatives in the face of the multiple political and security crises that are shaking it. From now on, new African initiatives will be part of a pan-African drive, as illustrated by the creation of the African Political Alliance (APA) in May 2023 in Lomé. Togo intends to play its full part in this dynamic, which explains its choice to host the 9th Pan-African Congress in 2024.

Africa will never tire of cooperating with the rest of the world, while respecting the values of dignity and equality. Now is the time for truth!

Such was the spirit of the intervention by Togo's head of diplomacy at the general debate of the 78th Ordinary Session of the United Nations General Assembly.



Photo de famille de la délégation togolaise à la 78^e session de l'AG des nations Unies / Family photo of togolese delegation at the 78th of the United Nations general assembly

ACTUALITÉS

LEVEE DE RIDEAU SUR LA SIXIEME EDITION DE LA SEMAINE AFRICAINE DE LA MICROFINANCE

CURTAIN-RAISER ON THE SIXTH EDITION OF AFRICAN MICROFINANCE WEEK

SEMAINE AFRICAINE DE LA MICROFINANCE



Par M. Maz KADJENDA, chef division du contentieux, Direction des affaires juridiques et du contentieux

By Mr. Maz KADJENDA, Head of Litigation Division, Directorate of Legal Affairs and Litigation, ministry of foreign affairs, regional

Lomé, la capitale togolaise, a abrité du 16 au 20 octobre 2023, la sixième édition de la Semaine africaine de la microfinance (SAM 2023). Ce grand rendez-vous dédié au développement de l'inclusion financière en Afrique a réuni environ 1300 acteurs de l'écosystème continental de la microfinance ainsi que des partenaires internationaux, à savoir les investisseurs, les institutions de microfinance, les banques, les instances de régulation, les FinTech (entreprises qui développent une technologie numérique innovante pour optimiser un service financier), les ONG, les chercheurs, venus d'une soixantaine de pays du continent africain et du monde entier.

Organisée avec l'appui du Grand-Duché de Luxembourg, cette édition de la Semaine africaine de la microfinance a porté sur le thème : « vers une finance inclusive durable ».

Lomé, the Togolese capital, hosted from October 16 to 20, 2023, the sixth edition of the African Microfinance Week (SAM 2023). This major meeting dedicated to the development of financial inclusion in Africa brought together around 1,300 stakeholders from the continental microfinance ecosystem as well as international partners, namely investors, microfinance institutions, banks, regulation, FinTech (companies that develop innovative digital technology to optimize a financial service), NGOs, researchers, from around sixty countries on the African continent and around the world.

Organized with the support of the Grand Duchy of Luxembourg, this edition of the African Microfinance Week focused on the theme: "towards sustainable inclusive finance".



Mme Victoire Tomegah Dogbé, Premier Ministre du Togo à la cérémonie d'ouverture du SAM 2023 /
Mrs Victoire Tomegah Dogbé, Prime Minister of Togo at the opening ceremony of SAM 2023

Lomé a servi, durant cinq (05) jours, de plateforme pour de riches échanges autour des enjeux de l'inclusion financière en Afrique, avec l'ambition d'en faire un puissant levier de réduction des inégalités socio-économiques sur le continent.

C'était l'occasion de mettre en lumière la microfinance comme une priorité nationale et comme un facteur de développement durable au service de l'Afrique.

Pour le gouvernement togolais, les choix stratégiques opérés ces dernières années sous le leadership pragmatique du Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, dans le domaine de la microfinance et de l'inclusion financière, ont permis de réaliser des bonds quantitatifs et qualitatifs dans la recherche du bien-être des populations, les plus vulnérables surtout.

L'inclusion financière demeure, en effet, une priorité nationale clairement inscrite dans les politiques publiques qui vaut au Togo d'être aujourd'hui une référence à l'international. C'est le premier pays au monde à avoir, depuis 2017, un ministère spécifiquement dédié à cette mission. Les chiffres sont assez évocateurs et rendent compte des progrès réalisés ces dernières années par le Togo en la matière : en seulement trois années, le taux d'inclusion financière est passé de 72.2% à 85.72% se hissant au premier rang dans la zone UEMOA ; le taux de bancarisation élargie (TBE) a également progressé de 73.3% à 84.2%. Le taux de pénétration géographique des services financiers a également progressé de 259 à 589 points/1000 km², rapprochant ainsi les avantages de l'inclusion financière des régions éloignées.

Après le lancement de la 1ère édition en 2013 à Arusha en Tanzanie, suivi d'une 2ème édition en 2015 à Dakar au Sénégal, une 3ème en 2017 à Addis-Abeba en Éthiopie, une 4ème à Ouagadougou au Burkina Faso en 2019, et 5ème en 2021 à Kigali au Rwanda, l'organisation à Lomé de la SAM 2023 traduit toute la reconnaissance par le monde des finances de l'engagement du Togo à promouvoir l'inclusion financière et à en faire un des piliers majeurs, à fort impact socio-économique, de sa gouvernance pour un développement durable.

Lomé served, for five (05) days, as a platform for rich exchanges around the issues of financial inclusion in Africa, with the ambition of making it a powerful lever for reducing socio-economic inequalities on the continent.

It was an opportunity to highlight microfinance as a national priority and as a factor of sustainable development serving Africa. For the Togolese government, the strategic choices made in recent years under the pragmatic leadership of the President of the Republic, His Excellency Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE, in the field of microfinance and financial inclusion, have made it possible to achieve quantitative and qualitative results in the search for the well-being of populations, especially the most vulnerable.

Financial inclusion remains, in fact, a national priority clearly enshrined in public policies which has earned Togo today an international benchmark. It is the first country in the world to have, since 2017, a ministry specifically dedicated to this mission. The figures are quite evocative and reflect the progress made in recent years by Togo in this area: in just three years, the financial inclusion rate increased from 72.2% to 85.72%, ranking first in the UEMOA zone; the extended banking rate (TBE) also increased from 73.3% to 84.2%. The geographic penetration rate of financial services also increased from 259 to 589 points/1000 km², bringing the benefits of financial inclusion closer to remote regions.

After the launch of the 1st edition in 2013 in Arusha in Tanzania, followed by a 2nd edition in 2015 in Dakar in Senegal, a 3rd in 2017 in Addis Ababa in Ethiopia, a 4th in Ouagadougou in Burkina Faso in 2019, and 5th in 2021 in Kigali, Rwanda, the organization in Lomé of SAM 2023 reflects all the recognition by the world of finance of Togo's commitment to promoting financial inclusion and making it one of the major pillars, with a strong socio-economic impact, its governance for sustainable development.

Furthermore, there is a close and crucial link that this sixth edition of the African Microfinance Week rightly establishes between the issue of financial inclusion and the challenge of sustainable

ACTUALITÉS

Par ailleurs, il existe un lien étroit et crucial que cette sixième édition de la Semaine africaine de la microfinance établit, à juste titre, entre l'enjeu de l'inclusion financière et le défi du développement durable, selon le ministre de la coopération et de l'action humanitaire du Grand-Duché de Luxembourg, Monsieur Franz Fayot. Pour ce dernier, le rendez-vous de Lomé souligne la nécessité de la prise en compte des défis climatiques en même temps que les chocs de ces dérèglements climatiques sur les populations vulnérables. Fort de ce constat, il a invité les institutions de microfinance à jouer un rôle proactif dans la réponse aux risques et impacts des changements climatiques en portant une attention particulière sur l'enjeu de la finance inclusive verte.

Pour cette Semaine africaine de la microfinance édition 2023, l'innovation a été l'un des sujets majeurs, notamment à travers les nouvelles solutions présentées au « village des innovations ». Portée par les Fintechs, l'innovation continue de révolutionner le secteur de la microfinance en Afrique à travers des solutions agiles, pragmatiques et efficaces, qui permettent d'élargir le spectre de l'accès des populations notamment les plus vulnérables aux systèmes financiers.

Longtemps perçue comme la banque des populations défavorisées exclues des systèmes financiers classiques, aujourd'hui la microfinance jouit d'un narratif plutôt impressionnant. Elle est devenue un secteur financier mature bénéficiant de l'appui généralisé des pouvoirs publics ainsi que de l'essor de la technologie. Elle constitue actuellement un dispositif essentiel des politiques d'inclusion financière.

Au vu du succès de cette sixième édition de la Semaine africaine de la microfinance, les conclusions et recommandations de Lomé pourront contribuer à relever le challenge d'une inclusion financière durable et accompagner la transformation structurelle des économies africaines.

development, according to the Minister of Cooperation and of humanitarian action in the Grand Duchy of Luxembourg, Mr. Franz Fayot. For the latter, the Lomé meeting underlines the need to take into account climate challenges at the same time as the shocks of these climate disruptions on vulnerable populations. Based on this observation, he invited microfinance institutions to play a proactive role in responding to the risks and impacts of climate change by paying particular attention to the issue of inclusive green finance.

For this African Microfinance Week 2023 edition, innovation was one of the major topics, particularly through the new solutions presented at the "innovation village". Driven by Fintechs, innovation continues to revolutionize the microfinance sector in Africa through agile, pragmatic and effective solutions, which make it possible to broaden the spectrum of access to financial systems for populations, particularly the most vulnerable.

Long perceived as the bank for disadvantaged populations excluded from traditional financial systems, today microfinance enjoys a rather impressive narrative. It has become a mature financial sector benefiting from widespread support from public authorities as well as the rise of technology. It currently constitutes an essential mechanism for financial inclusion policies.

Given the success of this sixth edition of the African Microfinance Week, the conclusions and recommendations of Lomé could contribute to meeting the challenge of sustainable financial inclusion and support the structural transformation of African economies.

SAM 2023 in Lomé therefore marked an important milestone for the development and strategy of the inclusive finance sector throughout the African region.



Photo de famille / Family photo

DIPLOMAG

Le trimestriel des analyses et réflexions
de la diplomatie togolaise

*The quarterly magazine of analyses and
reflections of togolese diplomacy*





RÉPUBLIQUE TOGOLAISE



LOME
CAPITAL OF PEACE, MEDIATION
DIALOGUE AND TOLERANCE



9^e CONGRES PANAFRICAIN
Lomé 2024
29 OCT. - 02 NOV.

Thème:

"Renouveau du panafricanisme
et rôle de l'Afrique dans
la réforme des institutions
multilatérales : mobiliser
les ressources et
se réinventer pour agir".

9th PAN-AFRICAN CONGRESS
Lomé 2024
OCT. 29 - NOV. 02

Theme:

"Renewal of Pan-Africanism
and Africa's Role in Reforming
Multilateral Institutions:
Mobilizing Resources
and Reinventing
Ourselves to Act".



SAVE THE DATE



Accès aux informations / Access to information



panafrican-congress.com